

2° storingsen te vermijden tussen verschillende radio's die houder zijn van een vergunning en openbare radio's binnen de Franse Gemeenschap.

Het advies van het College voor vergunning en controle is niet vereist in geval van dringende maatregel waarvan de duur korter is dan vijftien kalenderdagen.

§ 2. Die wijziging, alsook elke andere wijziging die toegelaten wordt krachtens artikel 45, lid 2, of elke wijziging in het algemeen die aangebracht wordt aan de bestanddelen die vermeld staan in de vergunningstitel of zijn bijlage, wordt opgenomen in een aanhangsel. Dit wordt door het secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap aan de titularis van de betrokken frequentie medegedeeld bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs alsook, volgens elke gepaste procedure, aan het College voor vergunning en controle en aan de diensten van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitzenden van boodschappen van algemeen nut*

Art. 48. Op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest, de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of van de minister van Binnenlandse Zaken van de Federale Regering, zijn de radio's ertoe verplicht dringende boodschappen van algemeen nut uit te zenden in geval van vliegcrash, kernongeval, aardbeving, ernstige vervuiling of ermee gelijkgestelde grote gebeurtenis.

TITEL III. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 49. De artikelen 29, 29 bis, 38 en 30 tot 37 van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, het besluit van de Executieve van 24 december 1991 betreffende de erkenning van de private radio's en het besluit van de Executieve van 6 januari 1992 betreffende de vaststelling inzake private radio's van geografische zones binnen de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

Art. 50. § 1. Elke private radio die erkend is met toepassing van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector is ertoe verplicht zich te schikken naar de bepalingen van dit decreet vanaf de datum van inwerkingtreding ervan.

Dat decreet blijft echter van toepassing zolang de Regering geen beslissing heeft getroffen overeenkomstig dit decreet.

§ 2. Na eensluidend advies van het College voor vergunning en controle, neemt de Regering een beslissing over de eerste offerteaanvragen en lijsten van voorwaarden bedoeld in artikel 38 en maakt die bekend binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 51. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vast te stellen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 juli 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 97 — 1812

[S - C - 97/29293]

17 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 14 juillet 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que :

— l'entrée en vigueur du décret susvisé le 1^{er} septembre 1997, comme le Gouvernement l'a annoncé au Parlement, implique que les premières mesures d'exécution soient prises immédiatement, afin notamment que les dispositions transitoires prévues aux articles 20 et 21 du décret puissent être mises en œuvre;

— cet arrêté doit dès lors être pris d'urgence;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1^{er}. Le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° décret : le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;
- 2° Ministre : le Ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions;
- 3° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de promotion de la santé, visé à l'article 4 du décret;
- 4° Service communautaire : un Service communautaire de promotion de la santé, tel que défini à l'article 9 du décret;
- 5° Centre local : un Centre local de promotion de la santé, tel que défini à l'article 11 du décret.

CHAPITRE II. — Fonctionnement du Conseil supérieur

Art. 3. Le Conseil supérieur se réunit au moins huit fois par an. Il délibère valablement si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative ou de leurs suppléants sont présents. Toutefois, ce quorum n'est plus requis pour les points de l'ordre du jour dont l'examen a été reporté, parce que ledit quorum n'était pas atteint lors d'une séance précédente.

Le Conseil supérieur peut déléguer à une commission composée de membres effectifs et/ou suppléants dudit Conseil, la mission qui lui incombe en vertu de l'article 16 du décret.

Art. 4. Le Conseil supérieur formule ses avis ou propositions à la majorité absolue des suffrages exprimés. Sauf dans les cas où le présent arrêté en dispose autrement, ces avis ou propositions sont notifiés au Ministre dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle le Conseil supérieur a été saisi du dossier. Ils sont, le cas échéant, accompagnés d'une note de minorité si certains membres le souhaitent.

Le Gouvernement peut déroger à ces délais sur demande motivée du Conseil supérieur.

Art. 5. § 1^{er}. Il est alloué respectivement au président, au vice-président et aux membres du Conseil supérieur et de ses commissions un jeton de présence de 500, 400 et 350 francs par séance à laquelle ils assistent.

§ 2. Les membres du Conseil supérieur et de ses commissions ont droit au remboursement de leurs frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion du Conseil, dans les conditions suivantes :

- a) ceux qui utilisent les transports en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels, étant ceux de première classe lorsque le moyen de transport utilisé compte plusieurs classes;
- b) ceux qui utilisent leur voiture personnelle ont droit à une indemnité kilométrique déterminée conformément au tableau annexé à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

L'indemnité pour frais de parcours est fixée par jour de présence constaté au registre tenu à cet effet.

CHAPITRE III. — Procédure d'approbation des Programmes quinquennaux et des Plans communautaires de promotion de la santé

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard quatre mois après son installation, le Conseil supérieur propose au Gouvernement les axes prioritaires et les stratégies visés à l'article 4, § 1^{er}, du décret, en vue de permettre la préparation du Programme quinquennal de promotion de la santé.

Le même Conseil actualise les propositions visées à l'alinéa précédent six mois avant l'expiration de chaque Programme quinquennal de promotion de la santé et en informe le Gouvernement.

§ 2. Dans les trois mois de la réception des propositions visées au § 1^{er}, le Ministre soumet à l'avis du Conseil supérieur le projet de Programme quinquennal de promotion de la santé élaboré sur base desdites propositions. Cet avis doit être communiqué au Ministre dans un délai ne dépassant pas deux mois.

§ 3. Le Programme quinquennal de promotion de la santé, accompagné de l'avis du Conseil supérieur, est soumis par le Ministre à l'approbation du Gouvernement dans les trente jours de la réception de l'avis du Conseil supérieur.

Art. 7. § 1^{er}. Chaque année avant le 30 juin, le Conseil supérieur propose au Gouvernement les axes prioritaires et les stratégies visés à l'article 4, § 1^{er}, du décret, en vue de permettre la préparation du Plan communautaire de promotion de la santé pour l'année suivante.

§ 2. Dans les trois mois de la réception de propositions visées au § 1^{er}, le Ministre soumet à l'avis du Conseil supérieur le projet de Plan communautaire de promotion de la santé élaboré sur base desdites propositions. Cet avis doit être communiqué au Ministre dans un délai ne dépassant pas deux mois.

§ 3. Le Plan communautaire de promotion de la santé, accompagné de l'avis du Conseil supérieur, est soumis par le Ministre à l'approbation du Gouvernement dans les trente jours de la réception de l'avis du Conseil supérieur.

Art. 8. Chaque année avant le 30 juin, le Conseil supérieur transmet au Gouvernement les rapports visés à l'article 4, § 1^{er}, 3^o, du décret, relatifs à l'année civile précédente.

CHAPITRE IV. — Subventions et autres contributions de la Communauté accordées aux Services communautaires et aux Centres locaux de promotion de la santé

Art. 9. Pendant la période couverte par leur agrément et dans la limite des crédits disponibles, les Services communautaires et les Centres locaux bénéficient de subventions annuelles. Elles peuvent être utilisées pour rémunérer du personnel, suivant les barèmes en vigueur pour le personnel des services du Gouvernement à fonction et ancienneté équivalentes, ou pour couvrir des frais de fonctionnement. Ces derniers ne pourront être subventionnés que s'ils sont directement liés aux missions confiées; ils ne pourront dépasser 25 % des montants alloués, sauf dérogation motivée dans l'arrêté de subvention. En ce qui concerne les frais d'équipement, seul l'amortissement peut être imputé sur la subvention, dans les frais de fonctionnement.

Art. 10. La subvention accordée à chaque Service communautaire est déterminée par le Gouvernement en fonction des missions qui lui sont confiées.

Art. 11. La subvention de base accordée à chaque Centre local est fixée à 1 500 000 francs, à l'indice-santé du mois de décembre 1996, et fluctue chaque année en fonction de l'évolution de cet indice-santé, l'indice du mois de septembre précédent étant pris en considération.

Pour pouvoir bénéficier d'une contribution complémentaire de la Communauté française, le Centre local doit établir une évaluation chiffrée des moyens propres que ses membres consacrent au fonctionnement du Centre local, à la promotion de la santé et aux activités de médecine préventive s'inscrivant dans la logique du Programme quinquennal de promotion de la santé, et une justification de la contribution complémentaire sollicitée, selon le modèle fixé en annexe 1.

La contribution complémentaire de la Communauté française est fixée par le Gouvernement.

CHAPITRE V. — *Subvention de programmes d'action ou de recherche*

Art. 12. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut octroyer des subventions afin de mettre en œuvre les programmes d'action ou des recherches en promotion de la santé ou en médecine préventive visés à l'article 16 du décret, aux conditions fixées par le présent chapitre.

Art. 13. Pour que la demande de subvention soit recevable, le programme d'action ou de recherche doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être organisé par une personne morale, publique ou privée, ou un de ses services;
- 2° être mis en œuvre au profit de l'ensemble ou d'une partie de la population de la Communauté française;
- 3° répondre à un besoin et s'inscrire dans les priorités définies par le Programme quinquennal de promotion de la santé;
- 4° présenter un budget prévisionnel et
 - a) s'il s'agit d'un programme d'action : un plan d'activité précisant les objectifs généraux, les objectifs opérationnels et la planification du programme;
 - b) s'il s'agit d'un programme de recherche : un protocole de recherche justifiant l'objet, les objectifs et les méthodes de la recherche sur base de références d'études scientifiques; une planification de la recherche sera jointe à un résumé du protocole susvisé;
- 5° ne pas faire double emploi avec un programme d'action ou de recherche existant;
- 6° prévoir de travailler en coordination avec le centre local de promotion de la santé s'il s'agit d'un programme d'action ou de recherche à vocation locale, ou en coordination avec les services du Gouvernement s'il s'agit d'un programme à vocation communautaire;
- 7° prévoir une évaluation du programme d'action ou de recherche et en préciser les modalités;
- 8° autoriser la Communauté française à librement utiliser ou rendre publics les rapports visés à l'article 18, § 1^{er}, 3°, ainsi que, le cas échéant, les données brutes anonymes ayant servi à l'élaboration de ces rapports.

Art. 14. § 1^{er}. Toute demande de subvention d'un programme d'action ou de recherche doit être adressée au Ministre, avec copie :

- a) au fonctionnaire général dirigeant l'administration de la Communauté française ayant la santé dans ses attributions;
- b) au directeur du Centre local compétent, s'il s'agit d'un programme intéressant la population ou un groupe-cible particulier qui est du ressort du Centre local.

§ 2. La demande doit être introduite selon le modèle figurant en annexe 2.

Art. 15. Le fonctionnaire général susvisé instruit la demande. Dans les quinze jours, il communique le dossier au Conseil supérieur, s'il s'agit d'un programme visé à l'article 14, § 1^{er}, a), ou à l'organe de gestion du Centre local, s'il s'agit d'un programme visé à l'article 14, § 1^{er}, b). Dans ce dernier cas, le directeur du Centre local communique également son avis, dans le même délai, à l'organe de gestion susvisé.

Le Conseil supérieur ou l'organe de gestion du Centre local, selon le cas, transmet sa proposition motivée d'accorder ou de ne pas accorder une subvention au promoteur du programme au Ministre, dans les soixante jours qui suivent la date à laquelle il a été saisi du dossier. Il en adresse également une copie au fonctionnaire général susvisé, qui transmet le dossier complet au Ministre avec son avis.

Art. 16. Le Gouvernement décide de l'octroi ou du refus d'octroi de la subvention dans les soixante jours qui suivent la date de réception de la proposition visée à l'article précédent.

Chaque subvention est déterminée en fonction des missions confiées. Elle peut être utilisée pour rémunérer du personnel, suivant les barèmes en vigueur pour le personnel des services du Gouvernement de la Communauté, à fonction et ancienneté équivalentes, ou pour couvrir des frais de fonctionnement dans les limites fixées par l'arrêté de subvention. Elle ne peut être utilisée pour couvrir des frais d'équipement.

Art. 17. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut aussi, d'initiative, décider de subventionner des programmes d'action ou de recherche satisfaisant aux conditions fixées à l'article 13, dans le respect de l'article 16, 2^e alinéa.

CHAPITRE VI. — *Liquidation et contrôle de l'utilisation des subventions*

Art. 18. § 1^{er}. Les subventions visées aux chapitres IV et V, couvrant une période annuelle et dont le montant est égal ou supérieur à 500 000 francs, sont liquidées sous forme d'avances trimestrielles égales au quart de 90 % de leur montant. La liquidation du solde s'effectue après production des documents justificatifs demandés par les services du Gouvernement, et dans le délai qu'ils déterminent. Ces documents justificatifs comprennent au minimum chaque année :

- 1° le compte détaillé, en double exemplaire, des recettes et des dépenses relatives aux activités pour lesquelles la subvention est octroyée;
- 2° les pièces justificatives relatives à toutes les dépenses visées au 1°. Ces pièces doivent être fournies en double exemplaire et reprises par ordre chronologique sur un relevé récapitulatif établi également en deux exemplaires;

3° un rapport d'activités en cinq exemplaires; ce rapport comportera obligatoirement une note de synthèse reprenant les activités concrètes relatives à la période couverte par la subvention.

§ 2. Les autres subventions visées aux chapitres IV et V sont liquidées à raison de 80 % à titre d'avance, le solde étant versé après production des documents justificatifs visés au § 1^{er}.

Art. 19. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, et des sanctions prévues aux articles 10, 15 et 16 du décret, les articles 55 à 58 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat sont applicables aux subventions visées aux chapitres IV et V du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 20. Lors de sa séance d'installation, le Conseil supérieur procède à l'élection des membres qui seront proposés respectivement en qualité de Président et de Vice-Président. Est élu, pour chaque mandat, le membre qui recueille le plus de voix.

Art. 21. § 1^{er}. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 novembre 1988 portant création de la Cellule permanente Education pour la Santé et relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'éducation pour la santé ainsi qu'au subventionnement de programmes d'action ou de recherche en éducation pour la santé est abrogé à la date du 31 août 1997, à l'exception de ses articles 13 et 16 qui sont abrogés à la date du 31 août 1998.

Jusqu'à cette date et par dérogation aux dispositions du chapitre IV du présent arrêté, les Services communautaires et les Centres locaux agréés en application des articles 19 et 20 du décret sont subventionnés suivant les dispositions susvisées.

§ 2. Tant que le Programme quinquennal et le Plan communautaire n'ont pas été approuvés par le Gouvernement, les subventions et agréments sont octroyés pour autant qu'ils s'inscrivent dans les priorités fixées par le Ministre conformément à l'article 7 de l'arrêté du 8 novembre 1988 susvisé.

§ 3. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} juillet 1982 portant création d'un Conseil communautaire consultatif de prévention pour la Santé est abrogé à la date du 31 août 1997.

Art. 22. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 1995, relatif à la diffusion de campagnes d'éducation pour la santé par les organismes de radiodiffusion, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. § 1^{er}. Toute demande de campagne est adressée au Ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions, qui la soumet à l'avis de la Commission que le Conseil supérieur de promotion de la santé constitue à cet effet. Cette Commission vérifie l'éthique du projet, sa rigueur scientifique et sa cohérence avec le Programme quinquennal de promotion de la santé. Le même Ministre donne, s'il échet, son accord de principe sur la poursuite du projet.

Une fois réalisé sur support adéquat, le message radiophonique et/ou télévisuel doit, préalablement à sa diffusion, être soumis à l'approbation du même Ministre, sur avis de la Commission portant notamment sur la lisibilité du message.

§ 2. Le Ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions communique les campagnes qu'il a approuvées au Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions; celui-ci les transmet aux organismes de radiodiffusion pour mise en œuvre ».

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.
Bruxelles, le 17 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Subvention d'un Centre local de promotion de la santé

Demande de contribution complémentaire

(art. 14, § 2, du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française)

Intitulé du Centre local de promotion de la santé demandeur :

Adresse :

Téléphone et télécopie :

Responsable :

Contribution complémentaire sollicitée :

Justification détaillée :

(préciser par activité ou programme)

N.B. Les subventions demandées ne peuvent en aucun cas couvrir des frais pour la couverture desquels l'organisme agréé reçoit d'autres subventions.

Moyens consacrés par les membres de l'association à la promotion de la santé et aux activités de médecine préventive s'inscrivant dans la logique du Programme quinquennal. Pour chaque membre, préciser :

- | | |
|---------------------------|----------------------------|
| - personnel (à détailler) | - coût annuel (1) |
| - matériel (à détailler) | - amortissement annuel (1) |
| - locaux (à détailler) | - coût annuel (1) |
| - autres (à détailler) | - coût annuel (1) |

(1) Indiquer comment les coûts sont couverts : moyens propres, subventions éventuelles et leur origine...

Moyens propres consacrés par les membres de l'association à l'installation et au fonctionnement du Centre local :

- | | |
|---------------------------|---|
| - personnel (à détailler) | - coût annuel (déduction faite des subventions déjà reçues) |
| - matériel (à détailler) | - amortissement annuel |
| - locaux (à détailler) | - coût annuel |
| - autres (à détailler) | - coût annuel |

Autres subventions déjà reçues par l'association, et origine des fonds :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Annexe 2

Action (1) ou recherche (1) en médecine préventive ou en promotion de la santé

Demande de subvention

1. Promoteur du projet
 - organisme ou service :
 - adresse :
 - téléphone et télécopie :
 - personne responsable :
2. Projet
 - a. Identification du besoin de santé couvert par l'action ou la recherche
 - b. Public visé
3. Analyse de la situation
 - a. Facteur en relation avec le problème de santé défini
 - b. Eléments épidémiologiques disponibles
 - c. Description du public (taille de la population à couvrir, niveau social, économique, culturel, habitat...)
 - d. Caractéristiques psycho-sociales du public
 - e. Programmes d'éducation pour la santé disponibles dans le domaine visé par le projet
 - f. Ressources disponibles (collaborations, autres soutiens financiers...)
4. Argumentation

Pourquoi et pour qui le projet est-il important ?
5. Programme de l'action ou de la recherche
 - a. Objectifs généraux : objectifs de santé; objectifs éducatifs
 - b. Objectifs opérationnels : activités à entreprendre (1) - protocole de recherche (1)
 - c. Calendrier de la réalisation
 - d. Evaluation (informations à recueillir, effets attendus du programme, moyens à mettre en œuvre pour procéder à l'évaluation)
 - e. Diffusion envisagée des résultats de l'action ou de la recherche.
6. Budget prévisionnel

Préciser les moyens disponibles et ceux qu'il faudra mettre en œuvre, le financement souhaité de la Communauté française, les autres recettes et financements escomptés.

(1) Biffer la mention inutile

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution.

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 97 — 1812

[S - C - 97/29293]

17 JULI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996,

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat :

— de inwerkingtreding van bovenvermeld decreet op 1 september 1997, zoals de Regering dit aan het Parlement heeft aangekondigd, vereist dat de eerste uitvoeringsmaatregelen onmiddellijk worden genomen, opdat inzonderheid de bij de artikelen 20 en 21 van het decreet vastgestelde overgangsbepalingen zouden kunnen worden uitgevoerd;

— dit besluit bijgevolg dringend moet worden genomen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 juli 1997,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen***Artikel 1.** Het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap treedt in werking op 1 september 1997.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheidspromotie behoort;

3° Hoge Raad : de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, bedoeld bij artikel 4 van het decreet;

4° Gemeenschapsdienst : een Gemeenschapsdienst voor gezondheidspromotie, zoals bepaald bij artikel 9 van het decreet;

5° plaatselijk centrum : een plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie, zoals bepaald bij artikel 11 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Hoge Raad***Art. 3.** De Hoge Raad vergadert ten minste achtmaal per jaar. Hij beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste de helft van de stemgerechtigde leden of van hun plaatsvervangers aanwezig zijn. Dit quorum is evenwel niet meer vereist voor de punten van de agenda waarvan het onderzoek werd verdaagd, omdat bedoeld quorum tijdens een vorige vergadering niet was bereikt.

De Hoge Raad mag aan een commissie samengesteld uit werkende leden en/of plaatsvervangende leden van bedoelde Raad, de opdracht toevertrouwen die hem wordt opgedragen krachtens artikel 16 van het decreet.

Art. 4. De Hoge Raad geeft zijn adviezen of voorstellen bij volstreekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Tenzij door dit besluit anders wordt bepaald, wordt van deze adviezen of voorstellen aan de Minister kennis gegeven binnen de zestig dagen die volgen op de datum waarop het dossier bij de Hoge Raad aanhangig werd gemaakt. Zij worden, desgevallend, samen met een minoriteitsnota overgezonden, indien sommige leden dit wensen.

De Regering kan, op met redenen omkleed verzoek van de Hoge Raad, van deze termijnen afwijken.

Art. 5. § 1. Aan respectievelijk de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Hoge Raad en aan zijn commissies wordt een presentiegeld betaald van 500, 400 en 350 frank per vergadering die zij bijwonen.

§ 2. De leden van de Hoge Raad en van zijn commissies hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten tussen hun woning en de vergaderingsplaats van de Raad, onder de volgende voorwaarden :

a) zij die de gemeenschappelijke vervoermiddelen gebruiken, worden terugbetaald op basis van de officiële tarieven, te weten die van eerste klasse wanneer het gebruikte vervoermiddel uit verschillende klassen bestaat;

b) zij die hun eigen wagen gebruiken, hebben recht op een kilometervergoeding die bepaald wordt overeenkomstig de tabel als bijlage bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De vergoeding voor reiskosten wordt bepaald per dag aanwezigheid vastgesteld aan de hand van het daartoe bijgehouden register.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de goedkeuring van de vijfjarenprogramma's en de Gemeenschapsplannen voor gezondheidspromotie***Art. 6. § 1.** Uiterlijk vier maanden na zijn installatie, legt de Hoge Raad aan de Regering de bij artikel 4, § 1, van het decreet bedoelde prioritaire krachtlijnen en strategieën voor om het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie te kunnen voorbereiden.

Zes maanden voor het verstrijken van elk vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie, actualiseert diezelfde Raad de voorstellen die in vorig lid zijn bedoeld en stelt er de Regering op de hoogte van.

§ 2. Binnen de drie maanden na de ontvangst van de in § 1 bedoelde voorstellen, legt de Minister voor advies aan de Hoge Raad het ontwerp van vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie voor dat op basis van bedoelde voorstellen werd opgesteld. Dit advies moet aan de Minister worden medegedeeld binnen een termijn van minder dan twee maanden.

§ 3. Het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie, samen met het advies van de Hoge Raad, wordt door de Minister ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd binnen de dertig dagen na de ontvangst van het advies van de Hoge Raad.

Art. 7. § 1. Elk jaar voor 30 juni, legt de Hoge Raad aan de Regering de in artikel 4, § 1 van het decreet bedoelde prioritaire krachtlijnen en strategieën voor, om het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie van het volgende jaar te kunnen voorbereiden.

§ 2. Binnen de drie maanden na de ontvangst van de in § 1 bedoelde voorstellen, legt de Minister voor advies aan de Hoge Raad het ontwerp van vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie voor dat op basis van bedoelde voorstellen werd opgesteld. Dit advies moet aan de Minister worden medegedeeld binnen een termijn van minder dan twee maanden.

§ 3. Het Gemeenschapsplan voor gezondheidspromotie, samen met het advies van de Hoge Raad, wordt door de Minister ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd binnen de dertig dagen na de ontvangst van het advies van de Hoge Raad.

Art. 8. § 1. Elk jaar voor 30 juni, legt de Hoge Raad aan de Regering de in artikel 4, § 1, 3°, van het decreet bedoelde verslagen voor betreffende het vorige kalenderjaar.

HOOFDSTUK IV. — *Toelagen en andere tegemoetkomingen van de Franse Gemeenschap toegekend aan de Gemeenschapsdiensten en aan de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie*

Art. 9. Tijdens de periode gedekt door hun erkenning en binnen de perken van de beschikbare kredieten, ontvangen de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke centra jaarlijkse toelagen. Deze kunnen aangewend worden om personeel te bezoldigen, volgens de weddeschalen die voor het personeel van de diensten van de Regering van toepassing zijn, bij gelijkwaardige functie en anciënniteit, of om werkingskosten te dekken. Deze laatste kunnen slechts gesubsidieerd worden indien zij rechtstreeks verband houden met de toevertrouwde opdrachten; zij kunnen niet hoger zijn dan 25 % van de toegekende bedragen, behoudens gemotiveerde afwijking in het besluit betreffende de toelage. Wat de uitrustingskosten betreft, kan enkel de afschrijving op de toelage worden aangerekend, in de werkingskosten.

Art. 10. De aan elke Gemeenschapsdienst toegekende toelage wordt door de Regering vastgesteld volgens de opdrachten die hem worden toevertrouwd.

Art. 11. De basistoelage toegekend aan elk plaatselijk centrum wordt vastgesteld op 1 500 000 frank, volgens het gezondheidscijfer van de maand december 1996, en schommelt elk jaar volgens de evolutie van dat gezondheidscijfer, waarbij het cijfer van de vorige maand september in aanmerking wordt genomen.

Om een bijkomende tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap te kunnen genieten, moet het plaatselijk centrum een gecijferde evaluatie maken van de eigen middelen die zijn leden besteden aan de werking van het plaatselijk centrum, de gezondheidspromotie en de werkzaamheden inzake preventieve geneeskunde, die in de logica van het vijfjarenplan voor gezondheidspromotie liggen, en een verantwoording opmaken van de gevraagde bijkomende tegemoetkoming, volgens het in bijlage 1 bepaalde model.

De bijkomende tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap wordt door de Regering bepaald.

HOOFDSTUK V. — *Toelage voor actie- of onderzoeksprogramma's*

Art. 12. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Regering toelagen toekennen, om de bij artikel 16 van het decreet bepaalde actie- en onderzoeksprogramma's voor gezondheidspromotie of voor preventieve geneeskunde op gang te brengen onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden.

Art. 13. Opdat de aanvraag om toelage ontvankelijk zou zijn, moet het actie- of onderzoeksprogramma aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° georganiseerd zijn door een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon, of door een van zijn diensten;
- 2° gebruikt worden ten voordele van heel de bevolking van de Franse Gemeenschap of van een deel ervan;
- 3° beantwoorden aan een behoefte en in de prioriteiten passen die door het vijfjarenplan voor gezondheidspromotie zijn bepaald;
- 4° een raming van de begroting inhouden, en
 - a) als het over een actieprogramma gaat : een activiteitenplan met nadere beschrijving van de algemene doelstellingen, de operationele doelstellingen en de planificatie van het programma;
 - b) wanneer het een onderzoeksprogramma betreft : een onderzoeksprotocol waarbij het voorwerp, de doelstellingen en de onderzoeksmethodes worden verantwoord op basis van verwijzingen naar wetenschappelijke studies; een planificatie van het onderzoek wordt bij de samenvatting van het bovenvermeld protocol gevoegd;
- 5° niet overbodig zijn ten opzichte van een bestaand actie- of onderzoeksprogramma;
- 6° bepalen in coördinatie met het plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie te werken, indien het een actie- of onderzoeksprogramma op plaatselijk niveau betreft, of in coördinatie met de diensten van de Regering, wanneer het een programma op Gemeenschapsniveau betreft;
- 7° in een evaluatie van het actie- of onderzoeksprogramma voorzien en er de nadere regels voor vaststellen;
- 8° de Franse Gemeenschap toelaten de bij artikel 18, § 1, 3° bedoelde verslagen vrij te gebruiken of die bekend te maken alsook, desgevallend, de anonieme onbewerkte gegevens die gebruikt werden om deze verslagen op te stellen.

Art. 14. § 1. Elke aanvraag om toelagen voor een actie- of onderzoeksprogramma moet aan de Minister gericht worden, met een afschrift :

a) aan de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het bestuur van de Franse Gemeenschap bevoegd voor gezondheid;

b) aan de directeur van het bevoegde plaatselijk centrum, indien het een programma betreft dat de bevolking of een bijzondere doelgroep uit het ambtsgebied van het plaatselijk centrum aanbelangt.

§ 2. De aanvraag moet volgens het model als bijlage 2 ingediend worden.

Art. 15. De bovenvermelde ambtenaar-generaal onderzoekt de aanvraag. Binnen de veertien dagen deelt hij het dossier aan de Hoge Raad mede, indien het een bij artikel 14, § 1, a) bedoeld programma betreft, of aan het beheersorgaan van het plaatselijk centrum, indien het gaat over een bij artikel 14, § 1, b) bedoeld programma. In dit laatste geval, deelt de directeur van het plaatselijk centrum ook zijn advies mede, binnen dezelfde termijn, aan het bovenvermeld beheersorgaan.

De Hoge Raad of het beheersorgaan van het plaatselijk centrum, naargelang van het geval, zendt zijn gemotiveerd voorstel door naar de Minister over het al dan niet toekennen van een toelage aan de promotor van het programma, binnen de zestig dagen die volgen op de datum waarop het dossier bij hem aanhangig werd gemaakt. Hij stuurt er eveneens een afschrift van naar bovenvermeld ambtenaar-generaal, die het volledig dossier met zijn advies erbij naar de Minister stuurt.

Art. 16. De Regering beslist over de toekenning of de weigering van de toekenning van de toelage binnen de zestig dagen die volgen op de datum waarop het in vorig artikel bedoeld voorstel werd ontvangen.

Elke toelage wordt bepaald volgens de toevertrouwde opdrachten. Zij kan aangewend worden om personeel te bezoldigen, volgens de weddeschalen die voor het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing zijn, bij gelijkwaardige functie en anciënniteit, of om werkingskosten te dekken binnen de perken bepaald bij het besluit houdende toekenning van de toelage. Zij mag niet worden aangewend om uitrustingskosten te dekken.

Art. 17. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Regering ook, op eigen initiatief, beslissen actie- of onderzoeksprogramma's te subsidiëren die beantwoorden aan de in artikel 13 bepaalde voorwaarden, met inachtneming van artikel 10, lid 2.

HOOFDSTUK VI. — *Uitbetaling van en toezicht op de aanwending van de toelagen*

Art. 18. § 1. De in de hoofdstukken 4 en 5 bedoelde toelagen die een jaar dekken en waarvan het bedrag gelijk is aan of hoger is dan 500 000 frank, worden uitbetaald in de vorm van trimestriële voorschotten die overeenstemmen met één vierde van 90 % van hun bedrag. Het saldo wordt uitbetaald na voorlegging van de bewijsstukken die gevraagd worden door de diensten van de Regering en binnen de termijn die zij bepalen. Deze bewijsstukken omvatten elk jaar ten minste :

1° de gedetailleerde ontvangsten- en uitgavenrekening, in tweevoud, met betrekking tot de activiteiten waarvoor de toelage is toegekend;

2° de bewijsstukken voor alle in 1° bedoelde uitgaven. Deze stukken moeten in tweevoud worden bezorgd en chronologisch opgenomen in een verzamelstaat die eveneens in tweevoud is opgemaakt;

3° een activiteitenverslag in vijf exemplaren; dit verslag moet een samenvattende nota bevatten waarin de concrete activiteiten zijn opgenomen in verband met de periode waarop de toelage betrekking heeft.

§ 2. De andere in de hoofdstukken IV en V bedoelde toelagen worden uitbetaald naar rata van 80 % als voorschot, waarbij het saldo na voorlegging van de in § 1 bedoelde bewijsstukken wordt gestort.

Art. 19. Onverminderd de voorafgaande bepalingen en de in de artikelen 10, 15 en 16 van het decreet bepaalde sancties, zijn de artikelen 55 tot 58 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing op de in de hoofdstukken IV en V van dit besluit bedoelde toelagen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. Tijdens zijn installatievergadering, kiest de Hoge Raad de leden die respectievelijk zullen voorgedragen worden als voorzitter en ondervoorzitter. Voor elk mandaat wordt verkozen, het lid dat de meeste stemmen behaalt.

Art. 21. § 1. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 8 november 1988 houdende oprichting van de Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding en betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan diensten voor gezondheidsopvoeding alsook betreffende de toekenning van toelagen voor actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding wordt opgeheven op 31 augustus 1997, met uitzondering van zijn artikelen 13 en 16, die op 31 augustus 1998 worden opgeheven.

Tot op die datum en in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van dit besluit, worden de Gemeenschapsdiensten en de plaatselijke centra die erkend zijn met toepassing van de artikelen 19 en 20 van het decreet, gesubsidieerd volgens de bovenvermelde bepalingen.

§ 2. Zolang het vijfjarenprogramma en het Gemeenschapsplan door de Regering niet zijn goedgekeurd, worden de toelagen en erkenningen toegekend voor zover zij overeenstemmen met de prioriteiten bepaald door de Minister overeenkomstig artikel 7 van het bovenvermeld besluit van 8 november 1988.

§ 3. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 juli 1982 houdende oprichting van de Gemeenschapsraad van advies voor de preventieve geneeskunde wordt opgeheven op 31 augustus 1997.

Art. 22. Artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 1995 betreffende het uitzenden door de radio-omroepinstellingen van campagnes voor gezondheidsopvoeding wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 4. § 1. Elke aanvraag voor een campagne wordt gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheidspromotie behoort, die ze voor advies voorlegt aan de Commissie die de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie daartoe opricht. Deze commissie onderzoekt of het project met de ethische beginselen in overeenstemming is, zijn wetenschappelijke nauwkeurigheid en zijn coherentie ten opzichte van het vijfjarenplan voor gezondheidspromotie. Diezelfde Minister geeft, in voorkomend geval, zijn principiële toestemming voor de voortzetting van het project.

Zodra het op de gepaste drager is gezet, moet de radio- en/of televisieboodschap, alvorens te worden uitgezonden, ter goedkeuring worden voorgelegd aan diezelfde Minister, na advies van de Commissie inzonderheid over de begrijpelijkheid van de boodschap.

§ 2. De Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheidspromotie behoort, geeft aan de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, kennis van de campagnes die hij goedkeurt; deze laatste zendt die door aan de radioomroepinstellingen opdat zij zouden worden uitgezonden. »

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 17 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd,
Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

Toekenning van toelagen aan een plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie

Aanvraag om een bijkomende tegemoetkoming

(art. 14, § 2, van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap)

Benaming van het plaatselijk centrum voor gezondheidspromotie dat de aanvraag indient :

Adres :

Telefoon en telefax :

Verantwoordelijke :

Aangevraagde bijkomende tegemoetkoming :

Gedetailleerde verantwoording : (voor elke activiteit of elk programma)

N.B. : de aangevraagde toelagen kunnen in geen geval kosten dekken waarvoor de erkende instelling andere toelagen ontvangt.

Middelen besteed door de leden van de vereniging aan de gezondheidspromotie en aan de activiteiten voor preventieve geneeskunde die in de logica liggen van het vijfjarenprogramma.

Voor ieder lid, nader uitleg over :

- personeel (nader te beschrijven)

- jaarlijkse kostprijs (1)

- materieel (nader te beschrijven)

- jaarlijkse afschrijving (1)

- lokalen (nader te beschrijven)

- jaarlijkse kostprijs (1)

- andere (nader te beschrijven)

- jaarlijkse kostprijs (1)

(1) Opgeven hoe de kosten worden gedekt : eigen middelen, eventuele toelagen en hun herkomst...

Eigen middelen door de leden van de vereniging besteed aan de installatie en de werking van het plaatselijk centrum :

- personeel (nader te beschrijven)

- jaarlijkse kostprijs (na aftrek van de reeds ontvangen toelagen)

- materieel (nader te beschrijven)

- jaarlijkse afschrijving

- lokalen (nader te beschrijven)

- jaarlijkse kostprijs

- andere (nader te beschrijven)

- jaarlijkse kostprijs

Andere door de vereniging reeds ontvangen toelagen, en herkomst van de geldmiddelen :

(1) Doorhalen wat niet verlangd wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 2

Actie (1) of onderzoek (1) inzake preventieve geneeskunde of gezondheidspromotie

Aanvraag om toelage

1. Promotor van het projekt

- instelling of dienst :

- adres :

- telefoon en telefax :

- verantwoordelijke :

2. Projekt

a. Identificatie van de behoefte inzake gezondheid gedekt door de actie of het onderzoek

b. Bedoeld publiek

3. Ontleding van de situatie
 - a. Factor in verband met het beschreven gezondheidsprobleem
 - b. Beschikbare epidemiologische gegevens
 - c. Beschrijving van het publiek (omvang van de te bedienen bevolking, sociaal, economisch, cultureel niveau, huisvesting...)
 - d. Psycho-sociale kenmerken van het publiek
 - e. Programma's voor gezondheidsopvoeding beschikbaar in het door het projekt bedoelde domein
 - f. Beschikbare geldmiddelen (samenwerking, andere financiële steun...)
4. Argumentatie

Waarom en voor wie is het projekt van belang ?
5. Actie- of onderzoeksprogramma
 - a. Algemene doelstellingen : gezondheid; opvoeding
 - b. Operationele doelstellingen : te ondernemen activiteiten (1) - onderzoeksprotocol (1)
 - c. Kalender voor de verwezenlijking
 - d. Evaluatie (in te winnen informatie, verwachte gevolgen van het programma, aan te wenden middelen voor de evaluatie)
 - e. Eventuele mededeling van de resultaten van de actie of het onderzoek.
6. Raming van de begroting

De middelen nader omschrijven die beschikbaar zijn en deze die zullen moeten worden gevonden, de gewenste financiering van de Franse Gemeenschap, de andere verwachte ontvangsten en financiering.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan.

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 97 — 1813

[97/29298]

24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore et, en particulier, son article 51;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 juillet 1997;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article unique. Le décret du 24 juillet 1997 entre en vigueur au 1er septembre 1997.
Bruxelles, le 24 juillet 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

—————

VERTALING

N. 97 — 1813

[97/29298]

24 JULI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 24 juli 1997 betreffende de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 betreffende de « Conseil supérieur de l'audiovisuel » (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, inzonderheid op artikel 51;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met de audiovisuele sector,

Besluit :

Enig artikel. Het decreet van 24 juli 1997 treedt in werking op 1 september 1997.
Brussel, 24 juli 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX